

PROFIL ETABLISSEMENTS HUMAINS

NIGER

Prise de décisions

Programmes et Projets :

- A. Un logement adéquat pour tous
- B. Pour une meilleure gestion des établissements humains
- C. Promotion de la planification et de la gestion rationnelles de l'utilisation des sols
- D. Pour une infrastructure environnementale intégrée : eau, assainissement, drainage et gestion des déchets solides
- E. Pour une politique viable de l'énergie et des transports au service des établissements humains
- F. Promotion de la planification et de la gestion des établissements humains dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles
- G. Promotion d'une production durable de l'industrie de la construction
- H. Promotion de la valorisation des ressources humaines et de la mise en place de moyens de développement des établissements humains

Situation

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation

Information

Recherche et technologies

Financement

Coopération

Prise de décisions : Conformément aux chapitres 8 et 38 de l'Agenda 21, demandant à chaque pays ayant adhéré aux accords de Rio de Janeiro et la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de mettre en place un organe national de coordination, le Niger a créé par décret n°96/004/PM du 4 janvier 1996, modifié et complété par le décret N°2000-272/PRN/PM du 04 août 2000, le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD). Ce Conseil placé sous la tutelle du Cabinet du Premier Ministre est chargé de la coordination et du suivi de la politique nationale de l'environnement et du développement durable. Ainsi, à travers un cadre de concertation, les activités de coordination de la mise en œuvre de la stratégie en matière d'environnement et de développement durable se font à travers le conseil, les commissions techniques et les Conseils Départementaux de l'Environnement pour un Développement Durable.

Le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable est composé de représentants de la société civile à hauteur de 2/3 et de représentants des structures de l'Etat pour 1/3. Il a pour missions, en relation avec toutes les parties prenantes : d'élaborer, de coordonner la mise en œuvre, de suivre et d'évaluer le PNEDD ; de concevoir et de favoriser la mise en place d'un cadre et de mécanismes institutionnels adéquats assurant la coordination et l'harmonisation de tous les intervenants.

A ce titre le Conseil a créé des commissions techniques par programme prioritaire du PNEDD.

- Les Conseils Régionaux de l'Environnement pour un Développement Durable (CREDD) : ce sont les structures de relais du CNEDD au niveau régional. A ce titre elles sont chargées d'élaborer les Plans Régionaux de l'Environnement pour un Développement Durable, de coordonner les actions d'information, de sensibilisation et de formation en matière d'environnement et de développement durable. Ils assurent aussi la coordination de la mise en œuvre des interventions entrant dans le cadre du PNEDD et doivent s'assurer de l'implication de tous les acteurs dans le processus national. Au stade actuel, le CNEDD, avec l'appui du DAP/PNEDD et de l'UNSO, vient d'installer en 2001 des Conseils Départementaux de l'Environnement pour un Développement Durable dans les départements de Tillabéry et Zinder. Les CREDD sont composés à l'image du Conseil National, des représentants de la société civile pour 2/3 et de ceux de l'Etat pour 1/3.

- Les Commissions Techniques : organes techniques, elles ont pour missions d'appuyer le Secrétariat Exécutif du CNEDD dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des programmes prioritaires et de la politique nationale en matière d'environnement et de développement durable. Ces structures qui ne sont pas internes au Secrétariat Exécutif du CNEDD regroupent plusieurs représentants des structures aussi bien de l'administration publique que de la société civile et du secteur privé. Chaque commission a pour mission dans son domaine d'appuyer le Secrétariat Exécutif du CNEDD à élaborer la politique nationale, suivre et évaluer sa mise en œuvre. Le Secrétariat Technique créé au sein de chaque commission soumet le programme de travail, les rapports trimestriels et annuels et les comptes rendus des réunions à la commission qui transmet au Secrétariat Exécutif du CNEDD qui en assure le fonctionnement et le suivi-évaluation.

- La Commission Technique du Programme d'Action National de lutte contre la Désertification et de Gestion des Ressources Naturelles : Les activités programmées par la Commission Technique PAN/LCD-GRN entrent dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification et de Gestion des Ressources Naturelles (PAN/LCD-GRN). Dans le cadre de sa mission, la commission a : Permis la mobilisation des moyens nécessaires à son fonctionnement notamment auprès de la Coopération italienne à travers le FIDA, l'UNSO, le CILSS et le PNUD - ces fonds ont permis surtout la préparation et la tenue du Forum de validation du PAN/LCD-GRN ; coordonné et supervisé le processus PAN/LCD-GRN ; veillé à la formulation de trois dossiers de projets pilotes concernant les régions de Diffa, Maradi et la Communauté Urbaine de Niamey - ces projets devaient servir au lancement officiel de la mise en œuvre du PAN/LCD-GRN ; veillé à la formulation de

trois grands dossiers de projets dans les domaines du reboisement, de l'aménagement des bassins versants du Fleuve Niger et de l'aménagement et de la confection des grands barrages ; veillé à l'élaboration et à la signature du Document d'Appui au PNEDD (DAP/PNEDD) pour la mise en œuvre du PAN/LCD-GRN entre le Gouvernement du Niger et le PNUD en juin 1999 ; coordonné et suivi les opérations pilotes de lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles sur le terrain à travers le DAP/PNEDD ; veillé à l'élaboration et au suivi du dossier "projet d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du PAN / LCD-GRN 1999 - 2000"; permis la désignation de l'Italie comme Chef de file des partenaires de coopération devant coordonner et harmoniser leur implication dans la mise en œuvre de la CCD ; coordonné et harmonisé l'élaboration du premier et deuxième rapport national sur la mise en œuvre de la CCD ; élaboré le document sur le processus PNEDD, PAN / LCD - GRN intitulé : "le Niger et le défi de la désertification".

- La Commission Technique sur la Stratégie d'Environnement Urbain et Cadre de Vie : à travers le Comité chargé d'élaborer la stratégie d'environnement urbain, le CNEDD a élaboré et validé au cours d'un atelier national en septembre 2001 la stratégie et le plan d'action en matière d'environnement urbain.

- La Commission Technique sur l'Energie et le Développement Durable : l'arrêté N°0018/PM/SE/CNEDD du 25 avril 2002 portant création, composition et attribution de cette commission a été signé par le Premier Ministre. Cependant, en attendant la signature de cet arrêté, un groupe de travail a été mis en place et s'est occupé de la réalisation des études et de l'élaboration des TDR relatifs au Programme.

- La commission sur le financement du PNEDD : dans le cadre de sa mission qui consiste à appuyer le Secrétariat Exécutif du CNEDD dans son élaboration de la politique nationale en matière de financement des programmes et projets définis dans le PNEDD, la commission a mis en place un groupe de travail devant réfléchir sur le type de fonds à créer pour le financement des actions environnementales, son statut et les textes législatifs qui doivent le régir. Les acquis de ce groupe ont été pris en compte lors de l'élaboration du document FNE par un consultant international. Ce document qui propose la création d'une Agence Nigérienne pour le Financement de l'Environnement a été validé lors d'un atelier tenu en octobre 2000.

Concernant l'appui institutionnel, la mise en place des structures décentralisées du CNEDD est entamée. En effet tous les Conseils Départementaux Régionaux ont été mis en place pour jouer le même rôle que le CNEDD au niveau régional. Deux dossiers de projets relatifs au renforcement des capacités sont élaborés. L'un avec le Département des Affaires Economiques et Sociales de l'ONU dont le Niger attend la suite et l'autre conjointement avec l'Italie, chef de file du PAN/LCD-GRN et le Secrétariat Exécutif de la CCD. Le financement de ce second projet qui a démarré en juin 2002 est assuré par l'Italie.

En matière de protection et de gestion de l'environnement, le Niger dispose, à côté des conventions, traités et accords internationaux dont il est partie, d'un nombre important de textes législatifs et réglementaires, notamment : la constitution du 18 juillet 1999 ; la loi n°98-56 du 29 décembre 1998 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ; l'ordonnance n°93-015 du 02 mars 1993 fixant les principes d'orientation du code rural. L'application de ces textes souffre souvent de nombreux manquements, notamment par faute de textes complémentaires, de connaissance de ces textes et de l'absence d'un cadre institutionnel concerté de suivi et d'évaluation. Néanmoins, des efforts d'élaboration des textes complémentaires sont entrepris.

Les politiques nationales en matière d'environnement et de développement durable qui étaient une juxtaposition d'orientations sectorielles sont aujourd'hui uniformisées. Les orientations politiques globales ont été définies dans le PNEDD sous le signe de l'environnement pour un développement durable.

Les mutations politiques ci-dessus ont conduit à des transformations institutionnelles pour la mise en œuvre des programmes PNEDD. C'est ainsi qu'en dépit de la création du CNEDD, des commissions techniques qui regroupent les représentants des différentes administrations publiques et de la société civile impliquées ont été mises en place.

Programmes et Projets :

A. Un logement adéquat pour tous : le *Programme Environnement Urbain et Cadre de Vie* (PEUCV).

Le secteur de l'Habitat est demeuré le parent pauvre des secteurs de la vie nationale malgré les différents plans de développement et discours officiels tenus jusque-là. Pour lui donner toute son importance, l'Etat s'est doté d'une loi, en l'occurrence la Loi n°98-54 du 29 décembre 1998 portant adoption de la Politique Nationale en matière d'Habitat. Cette loi, qui se veut incitative et globalisante, accorde une place de choix aux populations à faibles revenus. Pour cela, un certain nombre de mesures seront prises notamment :

- La transformation du Crédit du Niger en une véritable banque de l'habitat ;
- La restructuration de la Société Nigérienne d'Urbanisme et de Construction Immobilière ;
- La restructuration de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales ;
- La création d'un Fonds National de l'Habitat ;
- La création d'une Agence pour la Réhabilitation et l'Aménagement Urbains ;
- La création d'un Centre de Recherche et de Promotion des Techniques et Matériaux de Construction, etc.

Le Niger s'est également doté d'une stratégie nationale d'environnement urbain. Le document de stratégie nationale et de plan d'action en matière d'environnement urbain et cadre de vie a été élaboré avec l'appui financier de la Banque Mondiale à travers le *Programme de Réhabilitation des Infrastructures* (PRI). Ce document a été validé en septembre 2001 lors d'un atelier national. La stratégie connaît un début de mise en œuvre à travers l'élaboration du schéma directeur d'assainissement de la ville de Niamey avec l'appui du Japon et des actions pilotes dans le cadre du projet sectoriel eau.

Les différentes mesures contenues dans la Politique Nationale de l'Habitat permettront à n'en point douter de garantir un logement adéquat pour tous. Ainsi, depuis 1999 déjà, des efforts appréciables sont en cours dans le cadre des actions de réhabilitation et restructuration des anciens quartiers et des quartiers spontanés ; de dotation des futurs lotissements d'un minimum d'infrastructures et d'équipements avant leur occupation. Ceci se fait à travers des opérations d'aménagement et d'équipement de quartiers existants ou nouveaux et de branchements sociaux d'eau et d'électricité en exécution au niveau des sociétés concessionnaires de ces services.

B. Pour une meilleure gestion des établissements humains : Aucune information disponible.

C. Promotion de la planification et de la gestion rationnelles de l'utilisation des sols : le *Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification et Gestion des Ressources Naturelles* (PAN-LCD/GRN). Ce programme qui s'inscrit dans le cadre de la CCD a bénéficié d'un financement des partenaires au développement pour son élaboration. Ce document dont le processus d'élaboration a été très participatif a été validé lors d'un forum national tenu en septembre 2000 et adopté par le Gouvernement en décembre 2000. Concernant les actions spécifiques à la mise en œuvre du PAN/LCD-GRN, il s'agit de :

- la création d'un Ministère chargé de la lutte contre la désertification qui a réalisé des actions concrètes de terrain de sauvegarde, de préservation et de gestion durable des ressources naturelles ;
- l'élaboration du Document d'Appui du PNEDD (DAP-PNEDD) signé entre le Gouvernement du Niger et le PNUD en juin 1999 pour la mise en œuvre des deux programmes prioritaires du PNEDD à savoir le PAN/LCD-GRN et le programme Eau Développement Durable, avec entre autres la promotion d'Actions pilotes communautaires de Gestion Durable des Ressources Naturelles à l'échelon local au niveau de Téra Nord (Bankilaré) et de la Haute Tarka (Balbédji) ;
- l'élaboration du document du projet d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du PAN/LCD-GRN produit par le Gouvernement et le FIDA en mars 1999. Ce projet a pour objectif de finaliser, d'adopter et de populariser le PAN/LCD-GRN et de lancer les actions concrètes de terrain pour la mise en œuvre du programme d'action ;
- A titre illustratif, les services de ce Ministère ont produit en 1998 et 1999 respectivement 5.441.066 et 8.137.263 plants. Ces plants ont servi à faire des plantations en bloc ; des plantations linéaires (haies vives, brise vent) ; de l'agro – foresterie ; des regarnis. Il y a eu également des opérations des semis directs de noix et autres graminées; des opérations de CES/DRS; des opérations de fixation des dunes ;
- Il faut noter que ces efforts sont complétés par ceux réalisés par les différents projets qui interviennent dans le domaine ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des projets dont la composante « lutte contre la désertification » occupe une place importante.

D. Pour une infrastructure environnementale intégrée : eau, assainissement, drainage et gestion des déchets solides : En matière d'approvisionnement en eau, le niveau de branchement des ménages dans les villes a connu une évolution significative entre 1993 et 2000 passant de 30,30% à 54 % ; sinon de façon générale, la couverture en eau potable des populations nigériennes est d'environ 51%. Dans le domaine de l'assainissement, on constate une émergence des entreprises privées et l'installation d'une station d'épuration des eaux usées pour minimiser la pollution du fleuve Niger. Deux laboratoires existent aussi pour des analyses régulières. Quant à la gestion des déchets solides, des efforts sont en train d'être faits par les Communes et les ONG évoluant dans le domaine.

Voir sous profil pays *Eau pure et gestion des déchets*.

E. Pour une politique viable de l'énergie et des transports au service des établissements humains : le *Programme Energie et Développement Durable* (PEnDD) : Un appui financier de la Cellule de Gestion des Ressources Naturelles a permis au Niger de réaliser une étude sur le secteur Energies Nouvelles et Renouvelables. Ce document a fait l'objet d'une actualisation en juin 2001. La première ébauche relative à la stratégie nationale sur les énergies nouvelles et renouvelables et son plan d'actions a été élaborée.

F. Promotion de la planification et de la gestion des établissements humains dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles : Des efforts sont en train d'être faits pour doter nos villes des schémas directeurs d'aménagement urbain pour prévenir les risques liés aux catastrophes naturelles comme les inondations. En 1998 par exemple, à Niamey les inondations avaient endommagé 2251 logements; 33 écoles et trois (3) dispensaires. Des actions de traitement des bassins versants plus imaginatif sont en train d'être prises en utilisant des techniques qui rallongent les temps de ruissellement.

G. Promotion d'une production durable de l'industrie de la construction : Aucune information disponible.

H. Promotion de la valorisation des ressources humaines et de la mise en place de moyens de développement des établissements humains : Aucune information disponible.

Situation : Les *mesures* pour améliorer la stratégie nationale sont :

- Au plan organisationnel: Améliorer le niveau d'implication de tous les acteurs, en particulier l'Assemblée Nationale, les femmes et les jeunes et le secteur privé dans la mise en œuvre du PNEDD ; Intensifier l'information et la sensibilisation des acteurs sur le PNEDD ; Améliorer la circulation de l'information entre les différents partenaires ; Améliorer la planification des actions ; Lever les difficultés de coordination et d'harmonisation des interventions ; Parachever l'élaboration des programmes prioritaires ; Elaborer les Plans régionaux, sous-régionaux et locaux de l'environnement pour un développement durable.
- Aux plans institutionnel et politique : Généraliser la mise en place des organes décentralisés du CNEDD ; Rendre plus opérationnelles les commissions techniques ; Soutenir la stabilité politique par le renforcement de l'Etat de droit et la culture de la bonne gouvernance ; Cultiver l'esprit de la continuité de l'Etat.
- Au plan des ressources humaines : Valoriser les compétences nationales et étoffer en quantité et en qualité le personnel du Secrétariat Exécutif du CNEDD ; mobiliser davantage les populations.
- Au plan des ressources financières : Mettre en place des moyens suffisants pour la mise en œuvre et le suivi du PNEDD ; Accélérer le processus de la mise en place effective du FNE ; Améliorer les capacités de mobilisation des ressources ; Estimer les coûts financiers des programmes prioritaires.
- Au plan législatif : Accélérer le processus d'adoption des textes complémentaires ; Assurer une large popularisation des textes relatifs à l'environnement et au développement durable.

Les *ONG* : Elles interviennent directement sur le terrain avec les populations bénéficiaires et ont par conséquent un rôle prépondérant à jouer. A ce titre leurs missions se résument à: la participation aux actions de sensibilisation, d'éducation, d'information et de formation des populations en vue d'une réelle reconversion des mentalités dans le processus de développement ; l'appui aux populations pour l'identification de leurs besoins ; la participation aux différentes études et activités retenues dans le cadre du processus d'élaboration et de mise en œuvre du PNEDD ; la prise en compte des spécificités des régions mais aussi et surtout des priorités ainsi que le savoir-faire des populations dans toutes les actions touchant l'environnement et le développement durable ; la procuration de la spécialisation et de la professionnalisation en vue d'une efficacité dans l'exécution des activités ; l'identification active au financement des actions retenues dans le cadre du PNEDD ; l'identification des zones d'interventions gravement affectées par la dégradation de l'environnement.

Rôle des *Associations* : Elles ont pour objectif principal : la promotion, la défense des intérêts moraux et matériels de leurs membres.

A ce titre les missions qu'elles auront à mener dans le cadre du PNEDD s'articulent autour de : La participation aux actions de sensibilisation, d'information, d'éducation et de formation de leurs membres en particulier et de la population en général en vue d'un changement réel des mentalités dans la gestion des ressources naturelles ; la participation à l'identification des besoins de leurs membres et de la population dans le cadre de l'élaboration du PNEDD ; la participation de leurs membres aux différentes études relatives aux processus PNEDD ; la constitution de structures relais entre leurs membres et les structures du CNEDD ; La participation au financement des actions retenues dans le cadre du processus PNEDD.

Rôle des *institutions de recherche et de formation* : Elles doivent dans un contexte de recherche-action et du fait du caractère transversal de leurs domaines d'intervention, contribuer au processus PNEDD. A cet effet, les missions suivantes leur sont dévolues : L'identification et l'élaboration des programmes et projets de recherche et de formation dans les domaines de l'environnement et du développement durable ; la création d'un cadre de concertation entre les différentes institutions de recherche en matière d'environnement et de développement durable ; l'appui conseil aux différents partenaires dans le domaine de la recherche-action en matière d'environnement et de développement durable ; la participation aux études retenues dans le cadre du processus PNEDD ; la promotion de la recherche et les prestations de service dans les domaines de l'environnement et du développement durable ; la vulgarisation des résultats de la recherche.

« L'homme est au centre de toute action de développement ». Cette assertion, le PNEDD et les documents complémentaires l'ont réaffirmée en proposant l'approche participative dans la conduite du processus d'élaboration des stratégies, plans et programmes, ainsi que dans leur mise en œuvre. C'est ainsi que :

- le transfert du pouvoir de décision aux communautés de base, la promotion des ONG et Associations, l'amélioration des conditions de travail des femmes en milieu rural, la promotion des connaissances locales et de nouveaux comportements favorables à l'environnement constituent les axes d'intervention à suivre dans la mise en œuvre des différents programmes prioritaires du PNEDD ;
- la création des cadres de concertation des différents acteurs a été privilégiée par les programmes prioritaires où l'on note : la création des Commissions Foncières (COFO), chargées de prévenir les conflits en milieu rural entre les différents utilisateurs des ressources naturelles ; l'organisation des fora de concertation et de sensibilisation sur la gestion décentralisée des ressources en eau dans les régions du Liptako gourma. Les bonnes expériences seront progressivement étendues sur l'ensemble du pays ; l'organisation des réunions des points focaux ministériels et de la société civile par le PNEDD ;
- l'exécution de l'approche gestion des terroirs étant officiellement adoptée par le PAN/LCD-GRN comme le moyen privilégié de sa mise en œuvre, les populations locales, à travers les plans de gestion des terroirs (PGT) ou les plans de développement locaux dont elles ont participé à l'élaboration, exécutent des actions dont elles ont négocié les moyens pour leur mise en œuvre grâce à des techniques de négociation acquises.

La participation et la responsabilisation étant l'un des principes cardinaux de la gestion des terroirs, des organisations communautaires de base constituent l'unité centrale à partir de laquelle toutes les activités sont initiées et par conséquent font l'objet d'une attention particulière de la part des différents acteurs au développement : techniciens, ONG, Associations, projets, partenaires au développement, etc.

La planification participative de la conception et la mise en œuvre constituent de nos jours une réalité palpable. Ainsi toutes les stratégies nationales, plans et programmes ont pleinement associé les populations à leur élaboration. Les exemples des documents de SRP, du PNEDD et tous les programmes y afférents sont édifiants. Leur mise en œuvre le sera autant car une grande place est accordée aux populations qui, à travers la décentralisation en cours, joueront un rôle de premier plan. D'ores et déjà des sites pilotes comme Mayahi, N'Guigmi et Gaya en matière de gestion décentralisée des ressources naturelles s'avèrent concluants.

Les conditions de vie des populations sont largement prises en compte dans le programme environnement urbain et cadre de vie tant au niveau rural qu'en milieu urbain. Le document de stratégie et plan d'action validé lors d'un atelier national tenu en septembre 2001 permettrait d'envisager un assainissement du cadre de vie des populations. En matière de santé des populations, des programmes ont été élaborés et mis en œuvre parmi lesquels nous pouvons citer le programme lutte contre le SIDA et le programme lutte contre le paludisme. En plus des programmes spécifiques au domaine de la santé, certains programmes

prennent en compte les aspects sanitaires comme c'est le cas du Programme d'Action Communautaire (PAC) financé par la Banque Mondiale qui comprend un volet important de lutte contre le SIDA. Suite aux résultats des projets tests conduits à Say et Boboye, le recouvrement des coûts de soins de santé primaires en vue d'amener les populations à contribuer à la prise en charge de leur santé est devenu une réalité un peu partout au Niger.

Dans le cadre de la politique nationale en matière de population, une commission nationale (CONAPO) qui est chargée de veiller à l'application de la mise en œuvre des objectifs assignés à cette politique nationale a été constituée.

Concernant l'éducation, avec l'adoption de la loi 98 – 12 du 1^{er} juin 1998, le Niger amorce un tournant décisif vers une nouvelle orientation de sa politique de l'éducation. Cette loi qui témoigne du rôle de l'Etat dans le développement de l'éducation reconnaît par ailleurs le rôle que peut jouer le secteur privé dans ce sens. Aussi, les responsabilités sont situées quant à tous ceux qui doivent concourir à la satisfaction des besoins en éducation au Niger ou ceux qui sont les acteurs de l'éducation nationale. Cette loi, qui est un engagement national, prévoit des cadres de consultations au plan national, régional et sous régional. C'est le cas du conseil national de l'éducation dont le président reste le Ministre de tutelle. Comme dans les autres pays de la sous région, le Niger opte désormais pour une approche programme. A ce titre, un programme décennal de développement de l'éducation 2002 – 2012 sera mis en œuvre dont l'objectif principal porte sur le rehaussement du taux de scolarisation au Niger (de 37 % à 84 % en 2015) et l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Pour atteindre un tel objectif, d'importantes dispositions sont annoncées dont : la création d'écoles ; la création des centres d'alphabétisation ; la formation des formateurs ; le recrutement d'enseignants ; la conception et la production du matériel didactique. De même, le concours nécessaire des partenaires au développement est sollicité. D'ores et déjà, la Banque Mondiale a financé le projet sectoriel pour l'enseignement fondamental dont les missions se résument à la construction des classes, la formation des formateurs, le financement du service du volontariat, l'achat du matériel didactique. Il y a aussi l'ONG Aide et Action qui intervient dans la construction des classes.

Le PNEDD souligne que la pérennité du capital ressources est l'enjeu majeur pour le Niger en matière d'environnement et de développement durable. Pour parvenir à cet objectif, le Niger, à travers les six programmes prioritaires du PNEDD et d'autres programmes, a entrepris beaucoup d'actions à savoir, entre autres, l'élaboration du PAN/LCD-GRN qui met l'accent sur les objectifs suivants : assurer une gestion durable des terres ; assurer une gestion durable des ressources végétales et fauniques ; valoriser les ressources hydriques ; promouvoir une exploitation minière et industrielle respectueuse de l'environnement ; analyser et suivre les facteurs qui contribuent à la sécheresse et à la désertification ; suivre la dynamique des populations en rapport avec l'occupation de l'espace ; renforcer les capacités des acteurs locaux dans la lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles ; mettre en place un système adéquat de suivi et de prévention des catastrophes.

Pour atteindre ces objectifs, le DAP /PNEDD financé par le PNUD met en œuvre des actions communautaires de gestion des ressources naturelles (eau, terres, forêts et.). Il appuie également les populations à travers des Organisations Communautaires de Base (OCB), les ONG, les Associations et le CNEDD en matière de renforcement de leurs capacités d'intervention.

Le Projet de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) œuvre à inverser la tendance actuelle en matière de désertification.

Par rapport à la diversité biologique et conformément à la convention sur la diversité biologique, le Programme de Gestion de la Diversité Biologique vise essentiellement à : assurer la conservation de la

diversité biologique ; utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique ; assurer les conditions d'un partage équitable et juste des avantages découlant de l'exploitation de la diversité biologique.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs projets sont en cours d'exécution à savoir entre autres : le Projet d'Aménagement des Forêts Naturelles (PAFN) ; le Projet Zones Pastorales (PROZOPAS) ; le Projet Energie Domestique ; le Projet Conservation Utilisation Durable des Ressources Naturelles du complexe Parc W et de ses zones d'influence ; le Projet Agro-Sylvo Pastoral Tillabéri Nord ; le Projet Développement rural de Tahoua ; le Projet Intégré de Keita ; le Projet Construction Sans Bois. Tous ces projets concourent à assurer la conservation de la diversité biologique au Niger.

Les programmes changements climatiques/environnement urbain et cadre de vie, énergie et développement durable, même s'ils sont en cours d'élaboration, sont pris en compte dans la mise en œuvre des trois programmes.

Le Niger a également opté pour l'institutionnalisation des études d'impact environnemental par la création d'un Bureau des Evaluations Environnementales et des Etudes d'Impact Environnemental (BEEI) érigé au rang de direction nationale au niveau du Ministère de l'Hydraulique de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification. Depuis lors, bon nombre de projets de développement et d'unités industrielles au Niger sont soumis à des études d'impact environnemental. La planification stratégique en environnement qui est une approche d'intégration des préoccupations environnementales dans le processus décisionnel existe en bonne place dans le PNEDD. Ainsi la dimension environnement est prise en compte dans tous les programmes et projets élaborés et mis en œuvre au Niger.

La politique nationale en matière d'environnement et de développement durable a pour but de mettre en place les conditions favorables à l'amélioration à long terme de la sécurité alimentaire, à la solution de la crise de l'énergie domestique, à l'amélioration des conditions sanitaires et au développement économique des populations et du pays. Ainsi, si les six programmes prioritaires du PNEDD qui constituent le volet central de la stratégie de mise en œuvre de cette politique et autres projets et programmes intègrent des dimensions écologiques et sociales dans leur ensemble, il n'en demeure pas moins qu'ils doivent aussi apporter des propositions de solutions aux difficultés économiques que rencontrent les populations du Niger. En effet, au niveau de chacun des six (6) programmes, on peut relever un certain nombre d'objectifs qui visent à améliorer la situation économique des populations.

Ainsi, le PAN/LCD-GRN par exemple prévoit d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales en mettant l'accent sur le développement de l'entrepreneuriat, la création et la promotion des activités génératrices de revenus (unités artisanales, embouche...). Cette même préoccupation d'intégrer les aspects économiques dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement est prise en compte dans le Programme Eau et Développement Durable, où plusieurs actions sont programmées dans l'optique d'améliorer la situation économique des populations notamment le développement de l'hydraulique pastorale ; la promotion de l'hydraulique agricole, la promotion de la pêche et de la pisciculture.

Dans le cadre du Programme Energie et Développement Durable, plusieurs projets et programmes ont été exécutés particulièrement dans les secteurs du bois énergie et des Energies Nouvelles et Renouvelables comme par exemple le Projet Energie II ; le Programme Développement de l'Energie Solaire et Photo voltaïque dont l'intérêt économique n'est plus à démontrer (organisation de la filière bois énergie et approvisionnement des centres urbains en bois énergie et ses substituts ; l'installation des systèmes photo voltaïques pour l'éclairage et l'alimentation de divers appareils électriques...).

En outre, d'autres actions sont initiées et prévues et s'articulent autour de l'extension du réseau des marchés ruraux de bois énergie; la réalisation des ouvrages hydroélectriques; la promotion de la prospection pétrolière etc.

Quant au Programme Environnement Urbain et Cadre de Vie qui s'inscrit en complémentarité de celui de la lutte contre la pauvreté qui s'intéresse déjà à la création d'entreprises et d'emplois et au développement économique des villes, il prévoit comme activités génératrices de revenus, la création de petites et micro entreprises ; la création de pôles de développement régionaux et l'amélioration des échanges villes-campagnes etc.

En ce qui concerne la lutte contre la pauvreté dans la perspective du développement durable :

– D'après l'état des liens actuels (diagnostics des groupes thématiques, rapports des institutions internationales, perception des populations), la pauvreté peut être définie comme la détérioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie des populations résultant principalement de : l'absence de croissance économique due au déséquilibre structurel permanent entre la croissance moyenne et faible du PIB et celle de la population ; l'absence du développement des acteurs et des facteurs productifs, notamment le blocage du développement rural qui tient lieu de moteur de l'économie, la dégradation des ressources naturelles et la modicité et le recul du crédit à l'économie ; le faible accès de la majorité de la population aux services sociaux de base ; des faiblesses des capacités humaines et institutionnelles et des capacités de gouvernance (ces faiblesses étant beaucoup plus importantes à la base au niveau des contrées locales, rurales et urbaines).

L'intensité de la pauvreté est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain comme l'indiquent les résultats de l'enquête Budget –Consommation réalisée en 1992 et 1993 dans le cadre du PADEM (63% des Nigériens vivent au niveau du seuil de pauvreté). Tous les documents d'orientation de la politique économique et sociale élaborés ces dernières années au Niger mettent en évidence la place stratégique qu'occupent le secteur rural et l'environnement, considérés comme le levier de la croissance économique. En effet, le développement rural constitue à n'en point douter la pierre angulaire des actions de lutte contre la pauvreté et d'impulsion d'une croissance durable. Le nouveau cadre stratégique (la SRP) en fait également un enjeu capital étant donné que la majorité des populations vivent en milieu rural.

– Pour l'application de ces politiques, des mesures ont été prises et des actions concrètes ont été réalisées.

Actions nationales entreprises : Depuis plusieurs années, des réformes ont été réalisées et ont marqué l'évolution du secteur rural et de l'environnement. Cependant, la question de relance du secteur rural demeure d'actualité en raison de la dégradation continue des ressources naturelles et d'un déséquilibre persistant entre une croissance démographique forte (plus de 3%) et un accroissement de production agricole faible et en dents de scie.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces réformes, plusieurs actions ont été entreprises parmi lesquelles on peut citer : L'élaboration du DSRP ; le développement et l'encouragement des initiatives basées sur une forte utilisation de la main d'œuvre ; l'aménagement d'un environnement juridique et institutionnel pour faciliter le développement du monde rural ; l'élaboration et l'exécution des programmes ciblés spécifiques à la promotion des initiatives privées, à la professionnalisation des activités privées et à l'appui des groupes les plus vulnérables (jeunes, femmes) ; l'élaboration et la mise en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Pauvreté.

– Meilleures pratiques et enseignements à retenir : Développement d'une culture nouvelle en faveur des initiatives privées et la création d'emploi; développement et diversification des sources de revenus et des

moyens de répartition équitable; changement de mentalité en faveur d'une auto promotion; instauration de la paix sociale et de l'unité nationale; considération de la pauvreté comme un facteur limitant le développement durable.

En ce qui concerne l'éducation, l'article 36 de l'Agenda 21 stipule que «l'éducation de base est le fondement d'une bonne compréhension des questions relatives à l'environnement et au développement ». C'est pourquoi il a été recommandé à tous les pays de prendre en compte cet aspect dans leurs plans nationaux pour un développement durable. Au Niger, ce volet a été pris en compte dans la composante « *information- éducation et communication* » du PNEDD.

– Actions nationales entreprises : Parmi les actions entreprises, on peut citer : La mise en place d'un certain nombre de commissions techniques nationales rattachées au SE/CNEDD en vue d'élaborer les programmes prioritaires du PNEDD ; l'adoption de la loi d'orientation n°98-12 du 1/6/98 sur le système éducatif qui a introduit des réformes et des innovations dans les curricula de l'enseignement; la création de 438 écoles primaires soit 10,43% de l'ensemble des établissements du cycle de base I du pays , la formation de 2589 maîtres soit 18,16% de l'effectif total du personnel enseignant , la formation de 108152 élèves soit 18,66% des effectifs des élèves du primaire et la mise en place de 58 équipes pédagogiques par le Programme de Formation, d'Information en Environnement ; l'introduction de l'éducation relative à l'environnement dans le système éducatif national conformément à la stratégie nationale de lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles à travers la création de la Cellule pour la Généralisation et la promotion de l'Éducation Environnementale ; la réalisation des activités d'éducation et de formation à l'endroit du monde rural, des agents de développement.

– Meilleures pratiques et enseignements à retenir : La généralisation des activités d'éducation et de formation à l'endroit de tous les acteurs nationaux ; forte implication des ONG et associations dans les questions de l'éducation du monde rural.

– Principaux succès et échecs : L'évolution du taux de scolarisation qui est passé de 14.90% en 1997 à 16.05% en 1999 (RNDH 1997, 1998, 1999) ; l'évolution du taux d'alphabétisation qui est passé de 16.6% en 1996 à 19,9% en 1999 (RNDH 2000) ; l'augmentation du nombre des centres de formation scolaire passé de 3111 en 1994/1995 à 4495 en 1999/2000 (RNDH 2000) ; l'inadéquation entre la politique de recrutement des formateurs et les besoins d'encadrement sur le terrain ; la non prise en compte de l'environnement social et culturel des populations à former ; la non valorisation du savoir-faire local et des traditions paysannes dont la conséquence est le faible intérêt manifesté par ces paysans face aux résultats des recherches et aux technologies vulgarisées ; l'absence de synergie entre les institutions, d'où une duplication des activités entraînant une perte de temps, d'énergie et de moyens.

Mesures d'améliorations prises ou programmées : L'élaboration d'un programme décennal Développement de l'éducation 2002-2012 dont l'objectif principal est le rehaussement du taux de scolarisation (de 34 à 60%) et l'amélioration de la qualité de l'enseignement ; l'adoption et la mise en œuvre d'une politique d'amélioration du taux de scolarisation de la jeune fille ; la réalisation des actions visant à rehausser le taux d'alphabétisation.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation : L'élaboration du PNEDD reposant sur une approche participative et itérative, le Niger a fait de l'information, la sensibilisation et la formation des différents acteurs son outil privilégié. C'est ainsi que le Secrétariat Exécutif du CNEDD élabore des bulletins trimestriels d'information, organise des télé débats et des sessions d'information et de formation de ses points focaux émanant des diverses structures étatiques et de la société civile. Aussi la commémoration des journées nationales et internationales relatives à l'environnement renforce ces actions d'information, de formation et de sensibilisation.

Information : Pour ce qui est du suivi de l'environnement et du système d'information sur l'environnement, le Niger bénéficie d'un projet de suivi d'impact et des indicateurs de la CCD. D'autres structures tels que la Cellule de Gestion des Ressources Naturelles et le Ministère chargé de l'Environnement et l'Observatoire du Sahel et du Sahara (OSS) font de cette activité leur cheval de bataille.

Organe principal par excellence de communication, de collecte et de diffusion de l'information, la presse doit jouer un rôle important dans le cadre du processus PNEDD dont l'un des piliers est l'information et la sensibilisation.

Ainsi, la mission de la presse est l'information, la sensibilisation, la formation et l'éducation des populations, des décideurs et des partenaires de coopération pour une meilleure compréhension et prise de conscience des enjeux de la problématique "Environnement et Développement Durable" au Niger à travers notamment : la réalisation d'émissions radiophoniques et télévisées patronnées et/ou sponsorisées en français et en langues nationales sur le processus PNEDD ; le renforcement et la redynamisation des plages réservées aux émissions sur l'environnement et le développement durable à la télévision et la radio ; la production, la publication et la diffusion d'articles consacrés à l'environnement dans les journaux ; la diffusion régulière d'émissions réservées aux activités rentrant dans le cadre du processus PNEDD ; une large diffusion des activités des différentes structures décentralisées ainsi que celles des programmes en cours et à venir ; la couverture médiatique des différentes rencontres organisées par le SE/CNEDD, ses structures décentralisées et ses programmes ; la vulgarisation des documents réalisés par les différentes structures du Conseil National de l'Environnement pour un développement Durable ; le développement d'une politique de communication de proximité à l'endroit des populations analphabètes et l'identification d'outils de communication adéquats.

Recherche et technologies : Aucune information disponible.

Financement : Aucune information disponible.

Coopération : Aucune information disponible.

* * *